

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION

624 Chemin Aurelien
83700 Saint-Raphaël

Références : D-UD83-2025-0608
Code AIOT : 0006405433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION implanté 291, boulevard Delli -Zotti Quartier du Cerceron 83700 Saint-Raphaël. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des suites données par l'exploitant aux non conformités relevées lors de la visite d'inspection du 25 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION
- 291, boulevard Delli -Zotti Quartier du Cerceron 83700 Saint-Raphaël
- Code AIOT : 0006405433
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA) exploite une déchetterie implantée sur la commune de Saint-Raphaël, accueillant particuliers et professionnels. Ses activités sont actuellement autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007. L'inspection du site du 25 novembre 2024 avait permis de constater que ce dernier avait fait l'objet de modifications au fil du temps et a conduit l'exploitant à déposer un porter à connaissance en ce sens, par transmission du 10 juillet 2025, à l'autorité préfectorale.

Ce porter à connaissance intègre également la mise à jour de la situation administrative du site, au regard de l'évolution de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 06/08/2018, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
7	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 10/10/2024, article R511-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le plan administratif, il ressort des constats de l'inspection que le site relève désormais, après

prise en compte de l'actualisation de la nomenclature ICPE, des rubriques 2710-1 (régime de l'autorisation), 2710-2 (régime de l'enregistrement), 2716 (régime déclaratif) et 2794 (broyage de déchets verts). Le Porter A la Connaissance (PAC) déposé par l'exploitant en date du 10/07/2025 est en cours d'instruction et fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire auprès de l'autorité préfectorale durant le premier trimestre 2026.

Concernant les points inspectés, il ressort des constats, notamment :

- que le plan de défense incendie, transmis par l'exploitant le jour de l'inspection et prescrit notamment par les arrêtés ministériels du 22/12/2023 et du 26/03/2012 applicables au site, nécessite des corrections et des compléments d'informations ;
- que les distances d'implantation des poteaux incendie du site doivent être vérifiées et faire l'objet, si nécessaire, d'une demande d'aménagement dans le cadre du porter à connaissance en cours d'instruction ;
- que le plan de surveillance des rejets aqueux du site doit être complété.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2024, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Situation administrative du site au regard des activités et volumes autorisés par l'arrêté d'autorisation du 13 juin 2017, notamment ses articles 1 (rubriques autorisées) et 6 (exploitation de la déchetterie).</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection du site du 25/10/2024, l'exploitant a déposé, par courrier du 10/07/2025 adressé à l'autorité préfectorale, un dossier de Porter A Connaissance (PAC) des modifications des conditions d'exploitation de son site.</p> <p>Ce dossier est actuellement en phase d'instruction par le service des installations classées de la DREAL PACA.</p> <p>Cependant, les constats réalisés le jour de l'inspection, objet du présent rapport, indiquent que le site relève désormais des rubriques - actualisées - de la nomenclature des installations classées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2710 -1a : installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial relevant du régime de l'autorisation ;- 2710 - 2a : installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial relevant du régime de l'enregistrement ;- 2716 - 2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes [...] relevant du régime déclaratif ;

<p>- 2794 - 2 : installation de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime déclaratif.</p> <p>Du fait de l'antériorité des autorisations obtenues, les activités sont régulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des zones à risques de l'installation figure dans le PDI (plan de défense incendie) du site, transmis à l'inspection des installations classées (IIC) le jour de la visite du site. Il n'a pas été procédé, le jour de l'inspection, au recensement exhaustif des zones à risques identifiées sur le plan joint au PDI par rapport à l'affichage réel sur le site.</p> <p>Il a cependant été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de signalétique "risque d'incendie" aux bords des zones de transit des déchets verts et du compost ; - l'usure de certains panneaux de signalisation sur les quais de la déchetterie.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède:</p> <ul style="list-style-type: none"> • à une revue de la signalétique de son site par rapport au plan de zonage des risques figurant dans son PDI, • au renouvellement des panneaux abimés et complète la signalétique, si nécessaire, notamment en zone de transit des déchets verts et du compost, après analyse du risque incendie sur cette zone. <p>L'exploitant adresse les justificatifs attestant de la mise en œuvre des actions précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dispositions particulières de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/06/2007 prévoient notamment, par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- un accès de 1,5 m permettant l'accès au poteau incendie n° 577 afin de disposer d'un hydrant à moins de 150 m ;- un canon à eau situé à proximité du broyeur.
Constats : <p>Nous avons constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone situé dans le local d'accueil et de contrôle des pesées) ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'intervention (cf. PDI) ;- de deux poteaux incendie situés pour l'un (n°376) à l'entrée du site (accès sud) et pour l'autre

(n°577) au nord-ouest du site. Les rapports des contrôles de ces poteaux incendie (rapports du 15/11/2024 et du 9/05/2024 - société Sud Hydrants) indiquent des débits, respectivement, de 170 m3/h et de 70 m3/h et une conformité suivant la norme NF S 62-200. Les règles particulières d'implantation des poteaux incendies n'ont pas été vérifiées le jour de l'inspection (distance par rapport aux limites du site) ;

- d'extincteurs repartis sur le site (cf. PDI). La conformité des extincteurs (notamment leurs emplacements et la compatibilité des agents d'extinctions) par rapport au plan et informations figurant dans le PDI n'a pas été vérifiée le jour de l'inspection. L'exploitant a présenté à l'IIC les rapports d'interventions relatifs à la vérification annuelle des extincteurs du site (rapport n°MS000029019 et rapport n°MS000035973) datés respectivement du 12/06/2025 et du 17/11/2025 ;
- la présence de l'accès au poteau incendie n°577 ;
- la présence d'un canon à eau à proximité de la zone de broyage des déchets verts (fonctionnement non testé le jour de l'inspection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit:

- vérifier, sur le terrain, le respect des distances d'implantation des poteaux incendie par rapport aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 21 de l'arrêté du 26/03/2012. Pour mémoire, dans le cadre du porter à connaissance (PAC) transmis le 10/07/2025 (cf. annexe 2 du PAC : conformité à l'arrêté du 26/03/2012), la conformité de ce point n'est pas clairement établie ("C/NC"). Par défaut, elle est considérée non atteinte. Une demande d'aménagement devra être sollicitée (si nécessaire) sur ce point, auprès de l'autorité préfectorale, dans le cadre du PAC en cours d'instruction.
- transmettre à l'IIC le rapport de contrôle (ou document équivalent) de vérification du bon fonctionnement du canon à eau.
- vérifier les débits des poteaux incendie (PI) en simultané. Les rapports de contrôles transmis n'indiquent pas leur capacité à fournir 60 m3/h en simultané et transmettre à l'IIC les rapports complétés avec mention de leur identification (n°) en concordance avec le PDI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 I

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.
Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ; »
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'IIC, le jour de l'inspection, le plan de défense incendie (PDI) concernant le site de Saint-Raphaël.

Il ressort de l'examen du PDI que ce dernier respecte l'esprit des dispositions fixées par l'article 5 sus-visé, notamment la description des actions à mener par l'exploitant en cas de détection incendie, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours et les différents plans exigés.

Cependant, les dispositions présentées par l'exploitant dans son PDI, permettant l'atteinte des objectifs visés sont jugées, pour certaines, incomplètes ou peu opérationnelles.

A titre d'exemple, les dispositions exposées ci-dessous - notamment - nécessitent des améliorations :

- pt 2.1 (*l'agent déclenche l'alarme [...]*) : par quel(s) dispositif(s) ou moyen(s) est déclenchée l'alarme , emplacements des dispositifs ; (*l'éteint avec les moyens à proximité [...]*) : lesquels, tous les

agents sont-ils formés ; (*verrouiller la vanne de cloisonnement [...]*) : zone(s) concernée(s). Ce paragraphe apparaît très littéraire et manque d'informations opérationnelles ;

- pt 2.2 (déclenchement de l'alarme hors période ouvrée) : la vidéo-surveillance ne semble pas reliée à un système de visionnage en direct (comment l'alarme est-elle transmise en cas d'incendie), la caméra thermique en attente d'installation prendra-t-elle en compte l'intégralité du site ;
- pt 3.1 : il semble inopportun de proposer que tout témoin puisse attaquer le feu et éteindre l'incendie ;
- pt 4.1 (*les pompiers arrivent à la sortie [...]*) : terme pouvant prêter à confusion (se présentent par la sortie du site...) ;
- pt 4.2 (*toute personne extérieure ayant repéré un départ de feu appelle les pompiers*) : ce chapitre repose essentiellement sur une alerte donnée par une personne extérieure au site et ne saurait remplacer un système de détection automatique (notamment obligatoire sur la zone 2716 - cf. PdC et constat n°6 du présent rapport), comment est informé le cadre d'astreinte ;
- pt 5.4 (réseaux de collecte des eaux) : ce paragraphe est difficilement compréhensible. Il conviendrait de présenter le réseau, conformément au plan joint au PDI, par zones de collectes et, pour chacune, y associer le dispositif de traitement, le système de stockage des eaux d'extinction (réseau ou bassin) et le dispositif de confinement (vanne ou arrêt du dispositif de relevage) ;
- disponibilité des fiches de données de sécurité et de l'état des stocks en dehors des heures d'ouverture du site à préciser : les fiches de données sont-elles disponibles sur site (version numérique ou papier), l'état des stocks est-il disponible sur site (fichier informatique ou papier). Comment ces données sont-elles disponibles en cas de coupure de courant ou du réseau informatique en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir en profondeur son PDI pour qu'il réponde à toutes les exigences réglementaires et porter sur l'ensemble de l'établissement, c'est-à-dire intégrer la zone consacrée au transit/regroupement des ordures ménagères (hors déchets apportés par leurs producteurs initiaux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22 II

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

<p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (au niveau du poste d'accueil situé à l'entrée de la déchetterie).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'IIC le plan de défense contre l'incendie (PDI_cf. constat n°4 du présent rapport). Ce PDI comprend notamment les actions à mener et les dispositions permettant la mise en sécurité des personnes en cas d'incendie.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'IIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche relative à l'exercice d'évacuation réalisé le 5/03/2025, en présence du SDIS, sur la déchetterie de Saint-Raphaël ; - les attestations concernant une formation "prévention incendie, manipulation des extincteurs et évacuation" suivie le 11/12/2025 concernant 13 personnels du site, dont le responsable de la déchetterie de Saint-Raphaël ; - une copie du diplôme du responsable de la déchetterie de Saint-Raphaël concernant sa qualification SSIAP 1 (sécurité incendie et assistance à personne) ; - le document spécifique relatif au "permis feu" ; - le document spécifique relatif au plan de prévention destiné aux intervenants extérieurs.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/08/2018, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1 janvier 2026</p> <p>« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais</p>

l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

« En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

« Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Les dispositions particulières de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de tri/transit/regroupement relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2716*, dont, notamment, la présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie sur les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables [...], sont applicables au site sur la zone dédiée au transit/regroupement des ordures ménagères (excluant la zone regroupant les déchets apportés par leur producteurs initiaux).

Il n'a pas été constaté, le jour de l'inspection, la présence d'un dispositif répondant à cette prescription. L'exploitant a néanmoins transmis à l'IIC, le jour de l'inspection, un devis daté du 15/09/2025 (n°13161) relatif à l'installation d'une détection incendie par caméra thermique avec télésurveillance (cf. plan en annexe 1 du présent rapport- zones de surveillances projetées).

Par ailleurs, l'analyse de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté du 6/06/2018, transmise à l'appui du PAC du 10/07/2025 (cf. annexe 3 du PAC), ne fait pas mention de cette disposition (détection incendie par caméra thermique et télésurveillance).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit reprendre l'analyse de la conformité à l'arrêté du 06/06/2018 pour la station de tri/transit/regroupement des ordures ménagères qui relèvent de la rubrique 2716. Pour rappel, l'exemption accordée aux stockages réalisés uniquement dans des petits îlots est la seule alternative à la mise en place d'un système de détection incendie et d'alarme avec report vers une personne formée et compétente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec

<p>d'autres effluents :</p> <p>[tableau non reproduit en intégralité]</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <p>- indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC les résultats des dernières analyses réalisées sur son site (rapport n° AR-25-LK-209244-01 du 9/10/2025 - prélèvements du 23/09/2025).</p> <p>Les résultats présentés ne comprennent pas tous les paramètres prescrits. En effet, l'analyse des polluants spécifiques : indice phénols, chrome hexavalent, cyanures totaux, AOX, arsenic, métaux totaux n'a pas été réalisée par l'exploitant.</p> <p>L'analyse du rapport indique un dépassement du paramètre DCO (222 mg/ l mesuré pour une VLE fixée à 125 mg/l par l'article 3.1.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 13/06/2007).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection sur site a permis d'identifier deux points de rejets (cf. également point III.2 du PAC du 10/07/2025), or les analyses transmises ne concernent qu'un point de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter l'intégralité du plan de surveillance des effluents aqueux, c'est-à-dire la liste de tous les polluants spécifiques et à tous les points de rejets de l'établissement qui sont identifiés dans son arrêté préfectoral du 10/07/2025.</p> <p>Le dépassement constaté de la valeur limite d'émission (VLE) concernant la DCO doit être commenté et analysé par l'exploitant afin d'identifier les causes d'un tel dépassement.</p> <p>Une copie des rapports d'analyses est transmis à l'IIC dès réception, accompagnée d'une synthèse commentée des dépassements des VLE constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>